

[Text]

I intend to talk as well to the Canadian public, because I do not believe the Canadian public understands the abuse of their money in this manner—racist abuse which is prefaced on the same assumptions as apartheid in South Africa—the same assumptions that confine people to reserves, restrict their activities and control their economic wellbeing. There are the assumptions of the Department of Indian Affairs, and they are not good enough. If they want a fight, they have one. If they want to fight me, they will have to get into shape because they are going to lose.

I can tell you that the Indian people in this country are simply fed up with the process of consultation and the people in that department just wandering around. Let me give you one last example. When I was about to graduate from the University of Victoria, I was invited to an educational conference at Campbell River at which Harold Cardinal was the keynote speaker. I was very impressed with him and always have been. He has been a hero of mine, even though we are probably about the same age. He was simply a little more active at that time than I was. The education director from the regional Department of Indian Affairs hosted a cocktail party with the best hors d'oeuvres that could be purchased in the hotel. My naive assumption was that he was paying for this party. I thought what a wonderful man. I had a couple of beers, perhaps too many, and a few hors d'oeuvres. I am thinking, "God, is this man ever nice." Later I had a drink with Harold Cardinal in his room. He said to me, "Bill, you are academically bright but you are politically naive. That party, which probably cost \$1,000 or more, was not paid for out of that man's pocket. The money came out of your pocket. The Department of Indian Affairs paid for every single drink and hors d'oeuvre and the room rental as well." Really that man was giving me a little of my own money back. In a way, it is much like this situation: Say that I hit you over the head and rob you of \$1,000. To assuage your feelings of hurt, say that I give you back \$100 of your money. Well, every court in the land would convict me of robbery. That is what the Department of Indian Affairs is doing—it is robbing the Indian people of their economic wellbeing.

We do not want to be dependent on the Department of Indian Affairs forever. We say, "Just give us the money and get the heck out of our way." It may take five, 10 or 20 years from now for that money to come to fruition, but we will use it to plug ourselves back into the reusable natural resources, and we will not be a drain on the federal treasury. We may not even need that money, but if we continue to exist in this colonial relationship, the budget will continue to increase and lousy social conditions will continue to exist. Young people will still commit suicide. People will continue to take drugs and booze, children will continue to beat each other up, and spouses will continue to beat spouses up; and that is just not good enough.

Senator Spivak: Let me thank you both for your very comprehensive brief. With regard to your recommendation to conduct a review of the role of the department, I must differ with Senator Macquarrie, because I think it can be said of the

[Traduction]

teurs et aux représentants élus, et j'ai l'intention de m'adresser aussi au public canadien parce que je ne crois pas qu'il comprenne qu'on abuse ainsi de son argent—qu'on en fasse un abus raciste qui repose sur les mêmes hypothèses que l'apartheid en Afrique du Sud—sur les mêmes hypothèses qui permettent de confiner des peuples dans des réserves, de limiter leur activités et de contrôler leur bien-être économique. Ce sont là les hypothèses du ministère des Affaires indiennes, et c'est tout simplement lamentable. Si le Ministère veut la guerre, il l'aura. S'il veut lutter contre moi, il devra se mettre en forme parce qu'il va perdre.

Je puis vous dire que les Indiens du Canada en ont tout simplement soupé du processus de consultation et des fonctionnaires du Ministère qui passent leur temps à se balader. Permettez-moi de vous donner un dernier exemple. À la veille de graduer de l'Université de Victoria, on m'a invité à une conférence sur l'éducation à Campbell River. Le conférencier invité était Harold Cardinal, qui m'a toujours impressionné. Il est un de mes héros, même si nous avons probablement le même âge. Il était tout simplement un peu plus actif que moi à l'époque. Le directeur de l'éducation du bureau régional du ministère des Affaires indiennes a offert une réception et les meilleurs hors-d'œuvre que l'on pouvait acheter à l'hôtel. Je supposais dans ma naïveté que c'était lui qui payait la réception. Je me suis dit, quel homme merveilleux. J'ai consommé quelques de bières, peut-être trop, et mangé quelques hors-d'œuvre. Je le trouvais très gentil. Plus tard, alors que je prenais un verre avec Harold Cardinal dans sa chambre, celui-ci m'a dit «Bill, tu est brillant à l'école, mais naïf en politique. Cette réception, qui a probablement coûté 1 000 \$ ou plus, ce n'est pas notre hôte qui l'a payée. L'argent sort de tes poches. Le ministère des Affaires indiennes a payé la totalité des consommations, des hors-d'œuvre, de même que le coût de location de la salle.» En réalité, la personne en question me remettait un peu de mon propre argent. D'une certaine façon, c'est un peu comme si je vous assaillais pour vous voler 1 000 \$. Afin de mettre un peu de baume sur vos blessures, disons que je vous remettrais 100 \$ de votre propre argent. Tous les tribunaux du pays me déclareraient coupable de vol. C'est ce que fait le ministère des Affaires indiennes, car il dérobe au peuple indien leur bien-être économique.

Nous ne voulons pas dépendre toujours du ministère des Affaires indiennes. Qu'il nous donne simplement l'argent et s'enlève de notre chemin. Il faudra peut-être 5, 10 ou 20 ans pour que l'argent en question porte fruit, mais nous l'utiliserons pour renouer avec les ressources naturelles réutilisables et nous ne serons plus un fardeau pour le trésor fédéral. Il se peut que nous n'ayons même pas besoin de l'argent en question, mais si nous continuons de vivre en régime colonial, le budget continuera d'augmenter et les conditions sociales médiocres persisteront. Les jeunes continueront à se suicider, les gens, à se droguer et à boire, les enfants et les conjoints à se battre entre eux, ce qui est tout simplement déplorable.

Le sénateur Spivak: Permettez-moi de vous remercier tous deux de votre mémoire très détaillé. Quant à l'étude du rôle du Ministère que vous recommandez, je ne suis pas d'accord avec le sénateur Macquarrie parce que je pense qu'on peut dire du